

## **Janvier 1943**

### ***3 – La lutte politique***

#### ***Les mains sales de la Collaboration***

##### **1<sup>er</sup> janvier**

###### ***Les mains sales de la Collaboration***

**Oran** – Malgré la guerre, comme partout dans le monde, la police a dû procéder dans la nuit à de nombreuses arrestations pour ivresse sur la voie publique, bagarre et autres troubles à l'ordre public.

Parmi les individus qui se retrouvent en cellule de dégrisement, un certain Mathieu Laurier... Le jeune homme, auquel Violette Morris a imprudemment accordé une « *permission de détente* » pour le réveillon, a beaucoup trop bu et lance quelques rodomontades du genre « *Bientôt vous verrez ce que vous verrez* », lesquelles sont rapportées au commissaire principal de la ville d'Oran par un gardien de la paix attentif, qui a toujours pensé que la catastrophe du printemps 1940 était due à la Cinquième Colonne.

Le commissaire, peu soucieux de courir le moindre risque, décide de garder plusieurs jours le jeune homme en garde à vue (sans trop se préoccuper des délais légaux). Le prétendu Laurier mettra moins de 72 heures à avouer qu'il s'appelle Paul Vigouroux, 23 ans, ancien des Jeunesses Patriotes, de la Cagoule et du Parti français national-collectiviste... Mais il saura garder le silence sur les vraies raisons de sa venue en Algérie, abusant les policiers en exagérant beaucoup son importance personnelle. Le commissaire n'alerte pas les services compétents, espérant qu'il pourra faire parler davantage son prisonnier, arrêter tout le « *réseau* » que prétend diriger Vigouroux et réussir ainsi un coup qui lui rapporterait avancement et décoration !

De son côté, Violette Morris constate la disparition de son compagnon. Bien qu'elle se trouve ainsi privée d'opérateur radio (elle sait utiliser l'appareil comme récepteur, mais non comme émetteur...), elle ne s'inquiète pas. Supposant que Vigouroux a décidé d'embrasser la carrière de souteneur plutôt que celle d'agent secret, elle traite cette défection par le mépris !

##### **2-3 janvier**

##### **4 janvier**

###### ***Les mains sales de la Collaboration***

**Oran** – Violette Morris reçoit par radio le message codé indiquant qu'elle doit se tenir prête avec toute son équipe dans deux jours, la nuit du 6 au 7, devant le bâtiment des Douanes. Elle prévient Cavailhé et Lahcen. Cavailhé, qui a reçu de son côté un message complémentaire, révèle enfin l'objectif de l'opération : le Président du Conseil, qu'il faut abattre !

##### **5 janvier**

##### **6 janvier**

###### ***Les mains sales de la Collaboration***

**Oran, 23h30** – Un discret convoi (seulement deux voitures, celle de Reynaud et celle de ses gardes du corps, et deux motards) arrive aux Douanes. Paul Reynaud et Jacques Soustelle sont

attendus par Henri Du Moulin de Labarthète. Morris, Cavailhé et Lahcen, qui ont repéré les lieux le jour même et la veille, prennent position.

## 7 janvier

### *Les mains sales de la Collaboration*

**Oran, 03h21** – Après plusieurs heures de discussion sur les “preuves” apportées par son ancien collaborateur, c’est un Paul Reynaud perplexe qui sort du bâtiment des Douanes, accompagné d’un Jacques Soustelle méfiant. Du Moulin de Labarthète est encore dans le bureau où s’est tenue la réunion, il doit repartir séparément pour Madrid, toujours l’impératif du secret ! Alors que Reynaud et Soustelle s’apprêtent à monter en voiture dans la cour des Douanes, l’un des deux douaniers en faction devant l’entrée hurle « *Grenade !* ». La phase “Exécution” de l’opération Marat vient de commencer. La postérité parlera de l’attentat des Douanes d’Oran.

La grenade explose et une fusillade très violente se déclenche. Pendant une à deux minutes, Cavailhé et Lahcen mitraillent tout ce qui bouge dans la cour des Douanes ; ils lancent aussi deux autres grenades, dont l’une n’explosera pas. Violette Morris arrive en trombe du coin de la rue où elle s’était embusquée avec sa Renault Monasix, freine en face du portail de la cour des Douanes (il semble qu’elle ait voulu empêcher la sortie de la voiture de Reynaud) et se met elle aussi à mitrailler par la fenêtre de l’auto. Le douanier survivant – l’autre a été tué par la première grenade – les quatre gardes du corps de Reynaud et les deux motards ripostent de leur mieux. Très vite, ils reçoivent du renfort : quelques douaniers de garde seulement, mais l’un d’eux a eu la présence d’esprit d’actionner la sirène d’alerte aérienne dont le bâtiment est équipé, avant de se jeter sur le téléphone. Prévoyant l’arrivée de la cavalerie, Cavailhé et Morris s’enfuient, sans se préoccuper du sort de Lahcen, qu’ils ont vu tomber sous les balles des défenseurs – de fait, il a été tué sur le coup. Violette Morris file vers le port dans sa voiture criblée de balles, Cavailhé enfourche une D3 monocylindre cachée tout près et disparaît dans la nuit.

Outre le douanier en faction, le chauffeur de Reynaud, qui venait de lui ouvrir la porte de son automobile, un motard et l’un des gardes du corps ont été tués ou mourront peu après de leurs blessures. Soustelle a été projeté contre un mur par l’explosion de la première grenade, il n’est que légèrement commotionné. Quant à Reynaud...

**Oran, 03h35** – Paul Reynaud est évacué par une ambulance, inanimé et couvert de sang. Quelques curieux réveillés par la fusillade sont accourus, ils vont parler aux douaniers encore sous le choc et, de fil en aiguille, une rumeur va naître et enfler dans toute la ville...

Au même moment, près du parc du Champ de Manœuvres, un barrage de police militaire fait feu (après sommations, raconteront les policiers) sur une moto qui a tenté de franchir le barrage, puis de faire demi-tour. André Cavailhé, touché de plusieurs balles et qui s’est cassé un bras en tombant de moto, est transporté à l’hôpital.

**Un peu partout dans le monde, 05h37 (heure de Paris)** – Un bulletin d’Havas-OFI, sans source, tombe sur les téléscripteurs : « *Paul Reynaud, chef du prétendu gouvernement d’Alger, a été abattu, sans doute par des patriotes.* » L’urgent qui suit souligne, après le rappel de l’événement, que « *Le soi-disant président du Conseil, qui a abandonné les colonies françaises aux appétits des ploutocrates anglo-américains, des bolcheviques de Moscou, des Juifs cosmopolites et des francs-maçons, n’a, en somme, obtenu que ce qu’il méritait.* » Havas-OFI salue « *les responsables de cet acte de salubrité publique* », mais ne dit rien de leurs identités, ni de leur appartenance.

C'est Violette Morris qui, à la faveur d'une brève escale, a réussi à joindre au téléphone son contact à Tanger et à lui dire : « *Charlotte va bien* », phrase convenue annonçant le succès de l'attentat. Avec, là encore, un petit coup de main espagnol, la nouvelle n'a pas tardé à atteindre Paris, où Deloncle, premier informé, l'a transmise à l'un de ses affidés à l'OFI. Très rapidement, l'annonce va faire le tour de la planète.

**06h00** – Havas Libre publie à son tour un bulletin qui allume un contre-feu : « *Le président du Conseil, M. Paul Reynaud, a été victime d'un attentat, indique-t-on de source officielle. On ajoute que sa vie, aux dires des médecins, n'est pas en danger.* »

Aux Etats-Unis, une demi-douzaine de journaux de la cote Est annoncent l'événement presque sans commentaires. Le *Los Angeles Times*, qui a eu plus de temps, publie quelques faits – et surtout quelques spéculations – sous le titre « *President Reynaud has been shot* », avant de corriger dans ses éditions suivantes : « *Premier Reynaud...* ». *The Garden Island*, quotidien d'Hawaï, va jusqu'à publier un début de nécrologie. C'est que les journalistes, dans le monde entier, redoutent ce que peut cacher un démenti du genre de celui d'Havas Libre.

**07h00** – L'Algérie s'éveille au bruit des rumeurs les plus folles : Reynaud serait mort dans un attentat, à moins que ce ne soit Blum ou De Gaulle, ou les trois. On lui aurait tiré dessus. Ou bien c'était un attentat à la bombe. Ou on l'aurait empoisonné. Les coupables seraient ce commando allemand qui a libéré Mussolini quelques semaines plus tôt. Ou bien des hommes de Doriot. De Laval. De Franco même !

Mais à la même heure, pour Radio-Paris, qui n'a pas tardé à reprendre le plus fort possible les rumeurs les plus apocalyptiques, les coupables sont tout trouvés : un assassinat politique, ça ne peut être qu'un coup des communistes ! Ayant à peine retrouvé leurs sièges de députés à l'Assemblée, les vermines rouges ont décidé de se débarrasser de Reynaud, qui les gênait sans doute dans leur complot pour prendre le pouvoir à Alger !

**09h30, Oran** – Une grande partie des députés et sénateurs français ont été relogés après la confusion du Grand Déménagement dans les bâtiments-dortoirs conçus par Raoul Brandon (architecte et député) peu avant son décès en 1941, tandis que les autres se sont trouvés des logements personnels. Mais un problème du même genre (quoiqu'à plus petite échelle) se pose depuis quelques mois : en effet, jusqu'en mai 1942, une partie des députés communistes étaient logés (et surveillés) aux frais de l'Etat au milieu des sables du Sahara ; mais une fois réhabilités au nom de la fraternité d'armes contre l'ennemi commun, il a bien fallu les loger. D'autres, qui avaient été mobilisés et entraînés dans le Grand Déménagement au sein de leur unité, ont eu droit à une longue permission pour reprendre leur place à l'Assemblée ; ils ont accepté de s'installer provisoirement à Constantine ou à Oran. C'est le cas de Fernand Grenier, fameux, entre autres, pour avoir battu Doriot lors d'une élection municipale en 1937 à Saint-Denis. Cette petite célébrité va lui valoir quelques problèmes avec une bande d'excités membre du Parti National du Peuple.

Le PNP est une association non reconnue officiellement, créée au début de 1941 par Victor Arrighi. Elle sert de refuge à tous les personnages d'extrême-droite d'Afrique du Nord qui, tout en n'appréciant guère le gouvernement Reynaud, rejettent l'équipe Laval comme capitularde. Le PNP a d'abord connu un relatif succès avant de se désagréger au fil du temps et de l'amélioration de la situation militaire, et le gouvernement n'a même pas pris la peine de l'interdire. Mais après la réhabilitation des députés communistes qui avait indigné ses membres, l'attentat des Douanes a enflammé leur anticommunisme virulent. Une demi-douzaine de PNP-istes ayant quelque peu abusé de l'anisette vont forcer la porte de l'appartement de Fernand Grenier et y lancer une grenade tout en tirant quelques coups de feu avant de s'enfuir à toutes jambes.

Grenier en est quitte pour la peur – il semble même que cet épisode l’ait servi par la suite dans sa carrière politique. En revanche, Victor Arrighi, qui n’était directement pour rien dans l’affaire, va payer les pots cassés. Arrêté dès le lendemain, il passera plus d’un an en résidence surveillée à Ouarzazate.

**11h40, Hôpital Civil, Oran** – Dominique Leca, directeur de cabinet de Paul Reynaud, annonce à la presse que le Président du Conseil est sain et sauf ! Afin de faire taire « *les ragots les plus immondes propagés par nos ennemis* », Reynaud recevra en fin d’après-midi un petit groupe de journalistes.

De fait, Paul Reynaud l’a échappé belle : secoué par l’explosion de la première grenade, il a violemment donné de la tête contre la carrosserie de sa voiture avant d’être plaqué au sol par son garde du corps. Il a une grosse bosse et un superbe coquard, mais sa seule blessure sérieuse a été causée par une balle qui l’a atteint à l’avant-bras gauche (il ne récupérera jamais vraiment l’usage de sa main). C’est son garde du corps qui a reçu la plupart des balles qui lui étaient destinées – il est mort.

**15h30, près de Lalla-Marnia, à la frontière du Maroc espagnol** – La Renault Monasix de Violette Morris a fini par rendre l’âme. Alors que l’ancienne championne a ouvert le capot pour tenter une réparation de fortune – elle n’est plus qu’à une dizaine de kilomètres de la frontière – elle aperçoit une patrouille (un sergent et deux soldats de la 181<sup>e</sup> DIA) qui chemine dans sa direction. Craignant sans doute d’être reconnue, ou que les traces de balles qui ornent sa voiture attirent l’attention, Morris tente sa chance : elle fait feu sur les militaires. L’un des soldats est tué sur le coup, le sergent est gravement touché, mais l’autre soldat réussit à se mettre à couvert, puis riposte avec précision. Violette Morris tombe, touchée en pleine poitrine. Elle mourra avant l’arrivée d’une ambulance.

L’identité de l’espionne ne sera découverte qu’en début de soirée. Ce haut fait vaudra au soldat survivant une médaille et au sergent d’être nommé adjudant. Tous deux seront mutés, en principe sur leur demande, de la 181<sup>e</sup> DIA (unité de souveraineté surtout chargée de faire du maintien de l’ordre) dans une unité de première ligne.

**17h00, Oran** – Paul Reynaud, dans sa chambre d’hôpital, pose devant une demi-douzaine de journalistes et photographes. Il parvient à sourire, malgré son œil au beurre noir et son bras en écharpe. « *Je vais bien, assure-t-il, mais je vais prendre quelques jours de repos. Monsieur Blum et Monsieur Mandel, vice-présidents du Conseil, assureront ce bref intérim. En fait, je devrais presque remercier les assassins de m’offrir ainsi le temps de souffler si cet épisode n’avait pas coûté la vie à quatre courageux Français. Notre Mère Patrie commune n’oubliera aucun d’entre eux.* »

Le douanier est en effet un musulman d’Algérie, le chauffeur est un Pied-Noir, les deux autres sont des Métropolitains. Tous seront décorés à titre posthume lors d’une cérémonie commune dont les Actualités Pathé ne rateront pas une image.

Pendant ce temps, au commissariat central, on fait enfin le lien entre Paul Vigouroux et ce qui vient de se passer. Il avoue très vite.

Quelques mois plus tard, Cavailhé et Vigouroux seront les seuls accusés du procès de l’attentat des Douanes. Cavailhé, ayant refusé de révéler les noms de ses commanditaires parisiens et ayant même prétendu avoir été le cerveau de l’opération, sera condamné à mort pour meurtre avec préméditation (entre autres) et exécuté en juillet. Vigouroux sera condamné à la prison à perpétuité pour complot contre l’état, haute trahison, complicité de meurtre et de tentative de meurtre, plus une demi-douzaine d’autres charges. En 1955, il trouvera le moyen de faire publier ses mémoires sous son nom d’emprunt, Mathieu Laurier. L’ouvrage, intitulé

« *Il reste le drapeau noir et les copains* », est très évasif sur l'épisode d'Oran... Vigouroux mourra en prison en 1968.

Henri Du Moulin de Labarthète devait jurer avoir été trompé par son contact à Madrid, le fameux Morillon. Dans l'espoir qu'après la Victoire, il serait possible de tirer les choses au clair, il allait être placé en résidence surveillée en Oubangui-Chari, mais il devait y mourir du paludisme au début de 1944. A l'heure actuelle, les historiens disputent toujours pour savoir si Labarthète était le complice ou la dupe du fameux Morillon (lequel ne rentra jamais en France et mourut à Madrid de mort naturelle en 1957). Pour certains, Labarthète, toujours royaliste donc antirépublicain, était sans doute complice – mais il pensait que l'opération servirait simplement à jeter la confusion dans le camp d'Alger.

On découvrira après la guerre que le complot avait une autre facette. Deloncle avait en effet recruté une autre équipe, constituée de quatre hommes, des volontaires pour la Garde française – donc en théorie la crème des fidèles. Ces hommes avaient eux aussi été infiltrés par l'Espagne, sous le masque de Résistants désirant rejoindre l'armée de la République. Ayant fait le mur de leur caserne en profitant de la fête de Noël, ils étaient censés rejoindre Cavailhé à un point de rendez-vous convenu à l'avance, mais l'un d'eux – pris de remords, affirmerait-il – avait dénoncé toute l'équipe. Néanmoins, le temps de mettre la main sur les autres et de faire parler le chef, qui ignorait tout de la cible de l'opération, il était trop tard pour que les enquêteurs soient au rendez-vous avec Cavailhé – lequel, ayant constaté l'absence de ses complices, semble avoir décidé qu'il réussirait sans eux et que sa gloire n'en serait que plus grande.

## **8 au 26 janvier**

### **27 janvier**

#### ***Les vieux démons de la République***

**Assemblée des Elus de la République, Alger** – C'est un Edouard Herriot empourpré et usant énergiquement de son marteau qui se force à hausser le ton pour interrompre la séance des questions au gouvernement.

Comme chaque mercredi depuis l'attentat contre Reynaud et son remplacement provisoire à la tête du gouvernement par le tandem Blum-Mandel, les attaques sont venues de tous les bancs de l'hémicycle (on continue de surnommer ainsi la salle de réunion des Elus de la République, bien que le refuge algérois des représentants du peuple ne soit pas semi-circulaire).

Les conservateurs sont les plus ouvertement virulents. Conservateurs : ce nom générique est l'appellation polie (il en existe bien d'autres, nettement moins neutres) de la cinquantaine de parlementaires plus ou moins liés à Becquart et Taittinger, qui siègent à l'extrême droite. Ceux-ci voient carrément dans cet intérim « *une offense contre la démocratie* », offense prévisible selon eux, « *étant donné les curieux colocataires que l'Assemblée abrite depuis peu dans ses murs* ». Cette allusion fort claire au groupe communiste récemment reconstitué se double de propos bien plus discrets, car moins avouables, évoquant les origines similaires de Georges Mandel et Léon Blum, que leurs très réelles divergences politiques ne parviennent pas à faire oublier à certains.

A l'opposé, quelques communistes (inspirés peut-être par un discours de Thorez prononcé sur Radio-Moscou dans une langue de bois sibylline) n'hésitent pas à affirmer que le gouvernement devrait immédiatement démissionner ! Il faut, disent-il, « *mettre fin à cette mascarade qui n'a que trop duré et qui a permis que le Conseil soit présidé depuis près de trois ans par un homme de droite, alors que les partisans du Socialisme sous toutes ses formes sont majoritaires au sein de l'Assemblée* ». Le « *Socialisme sous toutes ses formes* » est une

formule creuse mais commode censée rassembler communistes, SFIO et même radicaux ayant le cœur à gauche.

A la SFIO, de jeunes députés aux dents longues mènent leur barque sans trop se soucier de donner le mal de mer à Léon Blum. Ce n'est un secret pour personne : nombre de socialistes veulent à toute force faire rentrer à la maison-mère les petits partis idéologiquement proches de la SFIO, comme l'USR, la Gauche démocratique ou l'Union Démocratique et Républicaine. Ainsi renforcée, la SFIO pourrait exiger une refonte du gouvernement qui lui soit bien plus favorable. Dans ce but, certains n'hésitent pas à déjà distribuer des portefeuilles...

Chez les Radicaux, les ambitieux ne manquent pas, surtout depuis que le basculement de l'Italie et les nouvelles de la défaite allemande en Ukraine ont pleinement rassuré la plupart quant à l'issue de la guerre. Les ambitieux en question se sont en effet avisés qu'en récupérant les représentants des partis de sénateurs proche du Parti Radical, on pourrait constituer une force d'environ 200 parlementaires capables d'en remonter à la SFIO.

A droite enfin, on n'est pas en reste. Le PSF, où Charles Vallin se prend de plus en plus pour le colonel de La Rocque, s'efforce de montrer son indépendance tant des radicaux les moins à gauche que des conservateurs les moins à droite, tout en s'étendant sur ses deux ailes – figure stratégique pourtant risquée.

Bref, la situation rappelle les belles heures de la Troisième d'avant la réforme constitutionnelle. Blum et Mandel, en vieux routiers, encaissent – mais le plus agacé (quoiqu'il ne soit pas le plus visé par les amabilités qui volent bas dans tout Alger) est le ministre de la Défense et de la Guerre. Pour montrer sa désapprobation profonde devant ces manœuvres d'appareil, le Connétable se fait remplacer aussi souvent que possible (et les excuses ne manquent pas) par le sous-secrétaire d'État à la Guerre et à la Défense nationale, Philippe Serre (PDP), ou par le sous-secrétaire d'État aux Approvisionnements Militaires, Pierre Cot. Mais pendant ce temps, le benjamin de son cabinet, le jeune Michel Debré, rencontre discrètement un certain nombre de parlementaires, notamment ceux qui, lors de l'enquête menée au début de 1941, avaient renié toute appartenance partisane jusqu'à la Libération. L'auteur de l'enquête, Jacques Delmas, est à ce moment en mission dans la région de Bordeaux, où il va réussir à fédérer toutes les organisations résistantes.

.....

Les interruptions de séance se multiplient depuis le début de l'intérim du tandem Blum-Mandel. La dernière a été provoquée par une sortie d'un parlementaire étiqueté FR (mais qui s'est débrouillé, courage fuyons, pour ne pas être reconnu), qui a interpellé Georges Mandel en le qualifiant de « *Planqué Rothschild* ». Il mélangeait ainsi deux reproches fallacieux souvent faits à Mandel : l'insultant « *Planqué* » vient du fait qu'il a été réformé pendant l'Autre Guerre, tandis que le tendancieux « *Rothschild* » prétend le relier à la richissime famille de banquiers – mais si une branche de la famille de Mandel porte bien ce nom, il s'agit d'une simple homonymie. Mandel est resté imperturbable, mais il convient avec Blum, qu'il retrouve dans un couloir de l'Assemblée, qu'il faut rapidement trouver une solution à cette situation explosive...

## **28 au 30 janvier**

### **31 janvier**

*Comment entrer dans l'Histoire... en en sortant*

**Présidence de la République, Alger** – Ce dimanche, Blum et Mandel s'entretiennent avec le président Lebrun, comme Reynaud avait l'habitude de le faire en marge du Conseil des

ministres, et bien qu'aucun Conseil extraordinaire ne soit prévu. Les deux vice-présidents du Conseil ont bien besoin de la sagesse du Président de la République. En effet, si officiellement Reynaud se remet « à merveille », Blum, Mandel et quelques autres savent qu'en réalité, le poids des responsabilités et des tensions accumulées pendant trois ans semble avoir attendu l'occasion de l'attentat pour se faire sentir. Le président du Conseil n'a jamais paru très robuste, mais il semble à présent réellement épuisé – lui-même, en privé, le reconnaît. Or, la tâche qui l'attend n'a fait que grandir. La Victoire que l'on peut enfin distinguer au bout d'un long chemin n'est pas encore là, alors que les relations avec les Alliés sont de plus en plus délicates : les Soviétiques ne sont pas des partenaires commodes et les Américains supportent de plus en plus mal, au fur et à mesure que leur puissance militaire grandit, qu'on ne soit pas d'accord avec eux. A côté, le volcanique Churchill apparaît comme un vieux complice amical.

En politique intérieure, ce n'est guère mieux. Comment garder les communistes hors d'un gouvernement d'union nationale (Charles Tillon est encore officiellement non inscrit) ? Mais comment faire tolérer leur entrée à la droite ? Il faudrait pour cela un homme d'une autre stature, et en tout cas en meilleure santé.

Pourtant, alors que son remplacement apparaît raisonnable – Blum et Mandel préfèrent parler de sa « relève » – Reynaud n'envisage pas de démissionner purement et simplement. On l'aurait entendu soupirer « *Hélène n'aurait pas voulu...* » Mais aller chercher des médecins pour décréter son inaptitude pour raisons de santé serait humiliant pour lui, et sûrement mauvais pour le moral du pays, ce malheureux pays occupé qui pourrait craindre, après la Victoire, d'être traité de la même façon par les Américains et les Russes.

Lebrun hoche la tête. Il comprend. Et soudain, il se redresse : « *Messieurs, la loi et plus encore la coutume de la République n'ont pas laissé à son président de bien grands pouvoirs. J'en ai un, cependant, dont je n'hésiterai pas à user, quoi qu'il m'en coûte, pour rendre service à mon pays.* »

Blum et Mandel se regardent, étonnés. Alors Lebrun : « *Je vais démissionner.* »

Un instant de stupéfaction plus tard, les deux ministres se lèvent d'un même élan. Ils ont compris. Blum a les larmes aux yeux, Mandel, sans le montrer, est tout aussi ému. Tous deux serrent avec effusion la main du Président. Celui-ci a un petit sourire : « *Une drôle de façon d'entrer dans l'Histoire, n'est-ce pas...* »